

Le compte à rebours du Brexit est enclenché

LE RÉSUMÉ

La Première ministre britannique **a notifié le départ de son pays de l'UE.**

Theresa May veut négocier un **accord de libre-échange** durant la période de transition.

L'UE veut d'abord négocier la séparation.

VINCENT GEORIS

Sir Tim Barrow était hier l'homme le plus traqué de Bruxelles. Suivi dès l'entame du jour par la presse internationale, sans jamais se départir de son sourire contenu, l'ambassadeur du Royaume-Uni auprès de l'UE a remis à 13h20 au président du Conseil européen Donald Tusk la lettre déclenchant le Brexit. Au même moment, à quelques mètres de la scène historique, The Old Hack Pub débordait de journalistes et de députés europhobes du Ukip venus sabrer le champagne et récolter la manne médiatique. «On n'a jamais parlé que l'anglais dans ce pub, et ça ne changera pas, Brexit ou pas», lâche un client.

Ne rien changer. Les Britanniques en rêvent, tout en mettant les voiles. «Nous quittons l'Union européenne, mais nous ne quittons pas l'Europe et nous voulons rester des partenaires et des alliés engagés envers nos amis à travers le continent», écrit la Première ministre conservatrice Theresa May. Les

mots sont choisis, enrobés et soyeux, mais la volonté de défendre avant tout les intérêts du Royaume-Uni percole dans chaque phrase de la missive de six pages.

Après 44 ans d'un mariage dénué de passion, le Royaume-Uni a lancé hier le compte à rebours du divorce. Juste après la remise de la lettre, Theresa May adressait un discours au Parlement de Westminster, pour étayer cette rupture. «C'est un moment historique, il n'y aura pas de retour en arrière», a-t-elle averti. «Dans les moments comme ceux-ci, les choix que nous faisons déterminent le caractère de notre nation.»

À Bruxelles, Donald Tusk jouait la décontraction. «Vous nous manquez déjà», lançait-il, quand bien même «il n'y a aucune raison de faire comme si c'était une journée heureuse, ni à Bruxelles ni à Londres». Pour lui, «l'Union européenne agira de manière unie et selon ses intérêts». Aux yeux du Président du Conseil, le Brexit a un effet positif, il «nous a rendus, nous la communauté des 27, plus déterminés et unis qu'auparavant».

Les institutions européennes sont prêtes pour les négociations. «L'équipe Brexit est prête», a écrit le négociateur en chef de la Commission, le Français Michel Barnier, dont le mandat doit encore être approuvé par les États européens. «Nous avons reçu des instructions très précises», nous confie un haut fonctionnaire d'une représentation nationale auprès de l'UE.

L'UE et le Royaume-Uni ont deux ans pour régler leur séparation et leur relation future, sinon ce sera «le saut de la falaise» pour les Britanniques: un retour au statut de pays tiers dont les relations avec l'UE sont régies par l'OMC. La Première ministre britannique se dit prête à un tel échec.

Accord de libre-échange

Dans sa lettre, Theresa May pose les grands principes des négociations. Tels qu'elle les voudrait, du moins. Elle appelle à «travailler

dur» pour éviter que les deux années ne se soldent par un échec.

Son objectif? parvenir à «un partenariat étroit avec l'UE» dans les domaines économique et sécuritaire. May reconnaît que le Royaume-Uni ne peut plus faire partie du

marché intérieur. Dans la foulée, elle propose de négocier «un accord de libre-échange ambitieux et audacieux entre le Royaume-Uni et l'UE». Certaines sources parlent d'un accord semblable au Ceta.

Theresa May réclame des négociations parallèles sur la séparation et le futur accord de libre-échange. La chancelière allemande Angela Merkel a rejeté hier cette option. «Il va falloir d'abord clarifier, dans les négociations, comment délier les étroites imbrications» entre le Royaume-Uni et l'UE, a-t-elle dit. Pour l'UE, la négociation d'un tel accord ne pourra démarrer que lorsque la question de la séparation sera réglée et, surtout, celle de la «facture salée», entre 40 et 60 milliards d'euros que le pays sortant devra verser au budget européen. Le Parlement européen a rappelé hier dans

une déclaration que la négociation sur la relation future devra attendre.

Londres ne part pas gagnant. «Le Royaume-Uni est moins rompu que l'UE: à de telles négociations puisqu'il a délégué cette compétence à la Commission européenne depuis des années», dit une source.

Theresa May a aussi insisté dans sa lettre sur la nécessité d'une période de transition pour que les citoyens européens et les entreprises puissent s'adapter. La Première ministre s'est également adressée à l'Écosse, qui veut un nouveau référendum sur son indépendance, et à l'Irlande du Nord en promettant de consulter pour savoir quels pouvoirs rapatriés de Bruxelles doivent rester à Londres et lesquels seront décentralisés en Écosse et en Irlande du Nord.

NÉGOCIATIONS

L'onde de choc du Brexit affecte de nombreux secteurs

Des deux côtés de la manche, le Brexit va affecter de nombreux secteurs dans lesquels les relations entre l'UE et le Royaume-Uni devront être renégociées.

Défense et sécurité. Depuis leur entrée dans l'UE, les Britanniques s'opposent à une défense européenne intégrée. Suite au Brexit, les Européens pourront désormais mettre en route des coopérations renforcées dans ce secteur, ce que les sommets de Bratislava et de Malte ont laissé entrevoir. L'UE devra aussi maintenir des liens étroits avec le Royaume-Uni.

Commerce extérieur. Les relations commerciales entre l'UE et le Royaume-Uni devront être redéfinies, probablement par la

un accord de libre-échange (voir ci-contre) ou sous les règles de l'OMC. Dans cette nouvelle relation, l'UE est, avec ses 450 millions de consommateurs, en position de force par rapport aux 65 millions de Britanniques. La négociation d'un accord de libre-échange s'annonce complexe dans la mesure où les règles commerciales des deux zones sont imbriquées depuis plus de quarante ans.

Services financiers. Londres fera tout pour que la City reste l'un des pôles financiers les plus attractifs du monde. Mais d'import-

«Les citoyens ne doivent pas devenir un élément de marchandage.»

GUY VERHOFSTADT

PRÉSIDENT DU GROUPE ALDE

tantes questions se posent. Conservera-t-elle le «passport européen», qui permet à ses institutions de vendre des produits partout en Europe après l'accord d'un seul régula-

teur? L'incertitude sur le statut de la City pourrait amener de nombreuses banques et autres prestataires de services financiers à quitter le Royaume-Uni pour rapatrier leurs actifs sur le continent.

Droits des citoyens. L'UE et le Royaume-Uni devront négocier le sort des citoyens britanniques vivant dans l'UE et celui des Européens installés sur l'île. Plus de 4 millions de personnes sont concernées. Le Parlement européen a averti hier que cette question devait être tranchée en priorité. «Cela doit être le premier sujet auquel nous devons nous attaquer lors des négociations. Les citoyens ne doivent pas devenir un élément de marchandage», a dit hier Guy Verhofstadt, le coordinateur des négociations du Brexit pour le Parlement européen.

Énergie. Les liens énergétiques entre l'UE et le Royaume-Uni suivront au Brexit. Les Britanniques seront plus exposés à des risques de pénurie et à la volatilité des prix du gaz et de l'électricité. Leur départ d'Euratom fera l'objet de négociations complexes. **V.G.**

«Je pense que ce sera douloureux pour les Britanniques.»

FRANÇOIS HOLLANDE

PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

«Nous regrettons que le Royaume-Uni quitte l'UE. Vous nous manquez déjà.»

DONALD TUSK

PRÉSIDENT DU CONSEIL EUROPÉEN

«L'Histoire montrera que le Brexit est une énorme erreur.»

MANFRED WEBER

PRÉSIDENT DU PARTI POPULAIRE EUROPÉEN (PPE)

«C'est un moment historique, il n'y aura pas de retour en arrière.»

THERESA MAY

PREMIÈRE MINISTRE DU ROYAUME-UNI

«C'est une négociation d'une envergure inédite, au moins depuis la Seconde Guerre mondiale.»

IVAN ROGERS

EX-AMBASSADEUR DU ROYAUME-UNI AUPRÈS DE L'UE

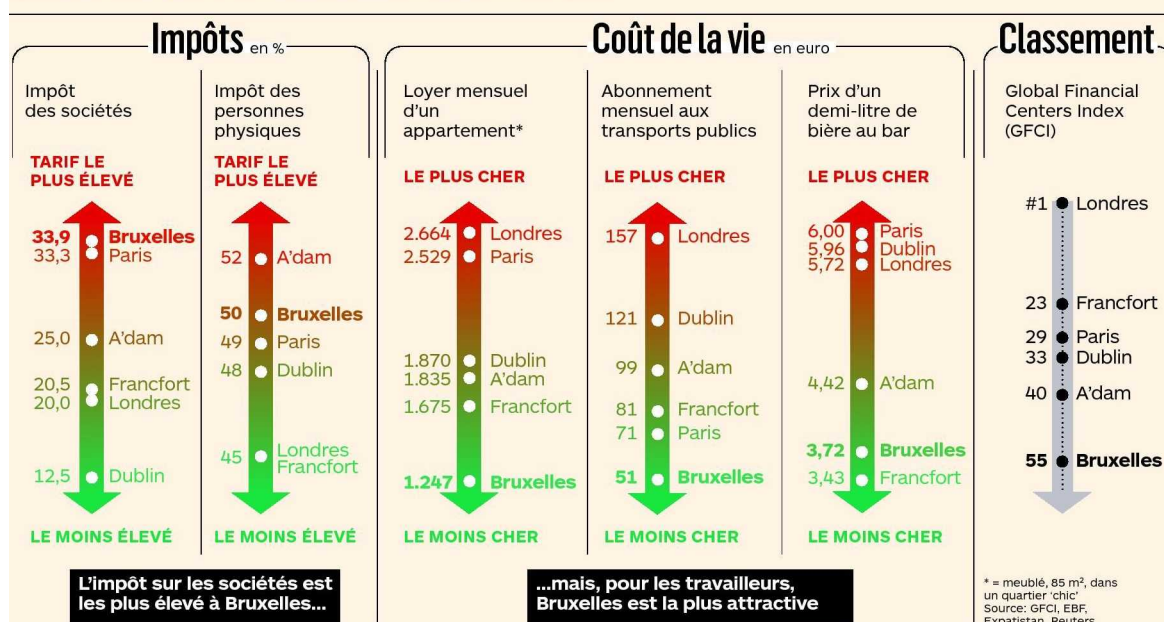
«L'Union européenne ne s'en remettra pas. Nous sommes les premiers à partir.»

NIGEL FARAGE

FONDATEUR DU PARTI UKIP

Le Royaume-Uni a officiellement notifié à l'UE son intention de quitter la famille européenne. Un voyage «sans retour», qui ouvre deux années d'âpres négociations. La Première ministre britannique Theresa May veut conclure au plus vite un accord de libre-échange avec l'UE en lieu et place de son statut d'État membre. L'UE repousse le scénario. Il faudra d'abord négocier la séparation.

QUELLE VILLE A LES ATOUTS POUR ATTIRER LES BRITANNIQUES ?



Lloyd's, fleuron de la City, choisit Bruxelles

LE RÉSUMÉ

Un premier acteur privé venu de la City a jeté son dévolu sur Bruxelles.

Les relais publics et privés belges se mobilisent enfin pour remettre la capitale sur l'échiquier mondial.

PHILIPPE COULÉE

Le marché d'assurance et de réassurance londonien a décidé d'implanter sa filiale européenne à Bruxelles, préférant finalement la capitale belge à Luxembourg. Il se dit d'ailleurs que c'est en marge du sommet de Davos que les patrons du Lloyd's auraient été approchés – et semble-t-il convaincus – par les arguments fournis par des membres de premier rang du gouvernement fédéral belge.

Il s'agit du premier acteur financier stra-

tégique de la City à déplacer ses activités de Londres vers l'Europe continentale, alors que l'encre du stylo de Theresa May signant la lettre de rupture avec l'Union européenne est à peine sèche. Et c'est un signal doublement fort: d'abord quant à la rapidité de réaction, ensuite quant à la destination choisie.

Le Lloyd's est en effet une plateforme qui devrait amener dans sa suite, si elles ne sont déjà pas présentes à Bruxelles, d'autres sociétés d'assurance et de réassurance. Son conseil d'administration doit encore officialiser ce jeudi, dans la foulée de ses résultats annuels, la décision de relocalisation et détailler, on l'espère, les raisons de celle-ci et le nombre d'employés concernés. Même si ce nombre n'est pas important (on parle d'une centaine), il augure d'une dynamique et d'une stratégie qui n'échappent pas aux acteurs concernés, financiers ou propriétaires.

Dans le classement mondial des places financières (GFCI) publié par l'entreprise britannique de conseils Z/Yen, qui, comme celui de l'ATP pour le tennis ou de la Fifa pour le football, est régulièrement revu selon une base de données actualisée, Bruxelles a grimpé lundi dernier de sept places. Il reste néanmoins du chemin à parcourir car notre capitale ne se situe qu'à la

55^e place mondiale, loin derrière Londres (1), Zurich (5), Genève (9), Luxembourg (12) ou même Paris (35).

Redorer le blason bruxellois

Pour mieux apparaître sur cet échiquier mondial, les forces vives publiques et privées retroussent enfin leurs manches (lire ci-contre), arguant qu'avant l'heure, rien ne sert de courir le lièvre. L'Upsi, l'Union professionnelle du secteur immobilier, vient par exemple d'arrêter, avec l'aide de tous ses membres, une liste d'une soixantaine d'immeubles de bureaux susceptibles d'accueillir dans les meilleures conditions techniques et géographiques les candidats au déménagement outre-Manche.

«Nous sommes en train de finaliser un site internet dédié aux sociétés concernées, qui présentera globalement Bruxelles et ses atouts, et pas seulement la soixantaine d'adresses conseillées. Pour nous et nos partenaires privés et publics, promoteurs, avocats d'affaires ou consultants divers compris, le Brexit est un prétexte et une réelle opportunité pour valoriser Bruxelles et son Hinterland, de Malines à La Hulpe ou Braine-L'Alleud, et pour sortir par le haut de la sinistrose post-attentats», confie Pierre-Alain Franck, à la manœuvre pour l'Upsi.

Le Brexit, bénéfique pour l'immobilier bruxellois?

Les transferts consécutifs à la sortie du Royaume-Uni de l'UE ne se feront pas en sens unique ni vers un seul point de fuite. Mais la balance nette vers le Vieux Continent promet d'être positive en nombre de sociétés, de volume d'affaires et de travailleurs. Un appel d'air à canaliser sans plus attendre.

Sur le site de la Commission européenne, on peut assez facilement chiffrer le nombre de membres du personnel de nationalité anglaise actuellement employés au sein des institutions européennes. «Sans oublier, dans le décompte, les nombreux emplois indirects qui gravitent autour de ces quelque 2.000 fonctionnaires dans les agences de lobbying et les divers services et commerces liés», ajoute Jean-Michel Meersseman, Head of Office Agency CBRE pour Bruxelles et la Wallonie.

Selon cet expert des Institutions européennes, les retombées du Brexit sur le marché immobilier sont à ce stade largement imprévisibles tant elles sont liées à des paramètres conjoncturels et humains inédits, encore difficiles à dater et à quantifier. Non seulement pour les résidents d'origine anglaise ancrés en Belgique parfois depuis des décennies, mais également pour les futurs arrivants d'autres institutions para-européennes (Agence européenne des médicaments et l'Autorité bancaire européenne, par exemple) ou privées (assurance, banque, etc.). «Il y a pour l'instant, en faveur de Bruxelles, un faisceau d'atouts tangibles, mais aussi un risque géopolitique assez inédit. Les prochaines élections en France, en Allemagne et en Italie seront sans doute un tournant. Selon que les électeurs

confirmeront un attachement ou un rejet envers les institutions européennes, Bruxelles peut être renforcée ou déforcée dans son rôle de capitale de l'UE. Et l'effet domino peut être réel sur le marché immobilier local, car nous avons des arguments évidents à faire valoir si les urnes sont favorables: nous sommes à 1h30 du centre de la City, l'offre et les prix sur le marché résidentiel sont bien plus intéressants qu'à Paris, Londres et même Luxembourg. Et le marché

des bureaux est prêt à répondre à la demande potentielle à des prix eux aussi très compétitifs. Mais je dois bien avouer que, pour l'instant, nous n'avons pas encore reçu de mandat ferme ni de la part du privé ni du public», avoue le conseil en immobilier qui multiplie les contacts ciblés pour l'instant.

Du côté du cabinet de la secrétaire d'État bruxelloise au Commerce extérieur, Cécile Jodogne, même son de cloche. Une task force coordonnée par la Région bruxelloise, le Fédéral (cabinet Peeters, Commerce extérieur), Beci et l'Upsi, l'Union professionnelle du secteur immobilier, s'est enfin mise en ordre de marche. «Nous avons établi une liste non exhaustive des secteurs d'activité et des organisations et des entreprises internationales susceptibles de quitter la Grande-Bretagne. Mais les attirer chez nous plutôt qu'ailleurs est un travail de grande ampleur et à mener sur le long terme, bien au-delà du Brexit. Pour pouvoir accueillir le EMA (European Medicines Agency), par exemple, c'est le ministère des Affaires étrangères qui doit remettre – pour demain justement – un dossier validé au nom de la Belgique. Comme on vise également de nombreux acteurs du secteur financier, le ministère des Finances joue d'évidence un rôle stratégique», détaille Pierre-Alain Franck, administrateur à l'Upsi. Bref,

tout le monde est sollicité à tous les étages, tant en Belgique qu'en Grande-Bretagne, où l'ambassade belge est un cheval de Troie.

Justement, un séminaire intitulé «Business, leading destination for international financial operations» y est, apprend-on, programmé par les services de Cécile Jodogne et Febelfin à la résidence de l'ambassadeur le 30 mai prochain. La cible? «Les entreprises actives dans le secteur financier. Aux côtés de Febelfin, Euroclear et deux banques étrangères établies à Bruxelles, dont une anglaise, permettront aux patrons de la City d'y voir un peu plus clair tout en défendant les atouts d'une relocalisation vers Bruxelles», explique la secrétaire d'État. «Nous disposons aujourd'hui d'une liste-cible recensant plusieurs centaines de sociétés – une soixantaine d'entreprises non-européennes ayant leur QG localisé à Londres et 450 entreprises britanniques utilisant le passaport financier européen», ajoute-t-elle. Au 2^e semestre 2016, un séminaire à destination des entreprises indiennes basées dans la City est déjà annoncé.

En parallèle, pour reloger au mieux ces nouveaux occupants potentiels venus d'Outre-Manche selon leur secteur d'activité, une coupole immobilière émanant de l'Upsi se mobilise elle aussi activement aux côtés du gouvernement bruxellois. Au sein de la liste d'immeubles proposés, la plupart sont localisés au cœur de la capitale, avec l'axe ferroviaire Nord-Midi comme épicerie logistique: l'Eurostar est un atout de taille bien trop peu valorisé, selon certains utilisateurs anglo-saxons. Et les futures tours qui borderont demain le quartier du Midi pourraient bien voir fleurir les pubs anglais dans leur socle... **PH.C**

«Nous disposons d'une liste-cible recensant plusieurs centaines de sociétés.»

CÉCILE JODOGNE
SECRÉTAIRE D'ÉTAT BRUXELLOISE
AU COMMERCE EXTÉRIEUR